

Questions orales

Mme le vice-président: Malheureusement, le temps de parole du député est écoulé.

* * *

LE PARTI CONSERVATEUR

Mme Beth Phinney (Hamilton Mountain): Madame la Présidente, ce n'est pas sans un certain plaisir que je profite de l'occasion aujourd'hui pour faire l'analogie entre la situation des Partis conservateurs britannique et canadien.

Je n'apprendrai rien aux députés en leur rappelant que la direction de Margaret Thatcher a été contestée cette semaine. Hier, la Dame de fer s'est aperçue que sa politique et sa baisse de popularité, d'après les sondages d'opinion, empêcheraient son parti de remporter les prochaines élections générales. Elle a fait la chose honorable à faire en remettant sa démission.

Il se peut que sa nouvelle capitulation ait été la goutte qui a fait déborder le vase. Cet impôt a soulevé l'ire des Anglais au point de les faire descendre dans la rue, une réaction qui n'est pas sans ressembler à celle qu'a provoquée la TPS des conservateurs au Canada.

Quand un gouvernement présente une taxe réprouvée par 80 p. 100 de la population en plus de provoquer le recul de l'économie, il est grand temps de reconsidérer sérieusement l'aptitude de ses dirigeants à gouverner.

Si les modalités suivies pour choisir les chefs de parti étaient les mêmes au Canada, madame la Présidente, je suis sûr que vous verriez les députés d'en face faire la queue pour prendre la place du premier ministre.

Compte tenu des similitudes incroyables qui existent dans la situation politique de nos deux pays, le premier ministre devrait peut-être suivre l'exemple de son homologue britannique en remettant sa démission.

* * *

LA VIOLENCE FAITE AUX FEMMES

Mme Lynn Hunter (Saanich—Les Îles-du-Golfe): Madame la Présidente, on a décidé de désigner dimanche prochain journée internationale pour la protection des femmes contre la violence. En ce qui concerne le gouvernement, cette décision ne saurait tomber plus à pic pour trois raisons.

D'une part, deux ans après la réélection du gouvernement, on constate en évoquant publiquement le problème de la violence au Canada que les six années de régime conservateur n'ont aucunement amélioré la qualité de vie des Canadiennes.

D'autre part, à la veille du premier anniversaire du massacre des étudiantes à l'Université de Montréal, on constate également, en parlant publiquement, jusqu'à quel point cette maladie sociale peut frapper durement si rien n'est fait pour l'enrayer.

La nomination d'une femme comme ministre de la Justice a suscité beaucoup d'espoir. Il saute aux yeux maintenant, à voir comment elle s'occupe du projet de loi C-80, qu'elle cède aux pressions du lobby des amateurs d'armes à feu.

Enfin, les révélations publiques sur la question de la violence, qui coïncident cette année avec le 20^e anniversaire de la Commission royale d'enquête sur la situation de la femme au Canada, dont le mandat ne portait pas sur ce problème, montre combien de chemin les femmes ont parcouru depuis cette époque et combien il leur en reste encore à parcourir.

Tant que le gouvernement continuera de croire que la solution consiste à nommer quelques femmes à de hautes charges publiques, la lutte des femmes au Canada n'aura jamais de fin.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LES DÉPENSES DU GOUVERNEMENT

L'hon. Herb Gray (chef de l'opposition): Monsieur le Président, étant donné l'absence du premier ministre, du vice-premier ministre et du ministre des Finances, je vais poser ma question au président du Conseil du Trésor.

Le budget des dépenses supplémentaire déposé aujourd'hui par le président du Conseil du Trésor révèle l'ampleur de l'incompétence de ce gouvernement en matière de gestion des affaires économiques du pays et le prix qu'il fait payer aux Canadiens pour son incompétence. On apprend dans ce budget supplémentaire que le gouvernement dépensera 2,5 milliards de dollars pour couvrir le coût supplémentaire de son emprunt en raison de sa propre politique des taux d'intérêt élevés. Je demande au président du Conseil du Trésor s'il est vrai qu'il ne serait pas nécessaire de dépenser ces 2,5 milliards si le gouvernement ne persistait pas à maintenir sa politique des taux d'intérêt élevés qui a fait tellement de tort à l'économie du pays.

Des voix: Oh, oh!

L'hon. Gilles Loiseau (président du Conseil du Trésor et ministre d'État (Finances)): Monsieur le Président, je répondrai au chef de l'opposition que le budget des dépenses supplémentaire que j'ai déposé ce matin montre tout au contraire que ce gouvernement est déterminé à poursuivre sur sa lancée.

M. Gauthier: Des taux d'intérêt élevés.

M. Loiseau: Ce budget prévoit une somme de 2,5 milliards de dollars pour tenir compte des taux d'intérêt élevés. Le ministre des Finances—et ce n'est pas nouveau—disait en septembre que nous nous étions trompés dans nos prévisions. Il a aussi déclaré que, com-